

Rapport

LA RELATION FRANCE-AFRIQUE, DU DÉSAMOUR À LA REFONDATION : POUR UNE APPROCHE NOUVELLE

Février 2022

SOMMAIRE

RÉSUMÉ

INTRODUCTION

- I. UN PÉRIMÈTRE RÉGALIEN À REDÉFINIR : DIPLOMATIE, DÉFENSE, COOPÉRATION
- II. LE RÔLE DE L'ENTREPRISE DANS L'IMAGE ET L'INFLUENCE DE LA FRANCE
- III. MÉDIAS ET CULTURE : RENFORCER LE SOFT POWER

CONCLUSION : QUELS AXES D'AMÉLIORATION ?

RÉSUMÉ

Dans ce rapport, Synopia analyse les différentes causes de la baisse d'influence française sur le continent africain, avec lequel notre pays a historiquement entretenu et continuera d'entretenir des liens privilégiés. Nous formulons toute une série de propositions de nature à bâtir une relation fondée sur une nouvelle approche. Elles s'appuient sur une quinzaine d'auditions réalisées sous la règle de Chatham House, de personnalités africaines et françaises, issues d'univers très variés : politique, diplomatique, militaire, économique, culturel et médiatique.

Fort de ces témoignages, Synopia propose de changer de paradigme dans toute une série de domaines fondamentaux : le régalien (diplomatie, défense, coopération), l'économie (entreprise), la culture (éducation, francophonie et information). Ce rapport invite à une approche assainie et décomplexée, plus égalitaire, sans jamais céder à la naïveté.

Il s'inscrit dans une réflexion plus large sur la problématique de l'influence de la France dans un contexte d'émergence de nouveaux acteurs internationaux en Afrique, concurrents et parfois adversaires déterminés, mais aussi face à des évolutions géopolitiques et sociétales significatives tout comme l'explosion de nouvelles pratiques liées à la révolution numérique et à ses corollaires : internet et réseaux sociaux.

Alors que la crise sécuritaire au Sahel et le débat sur le rôle, voire la présence de l'opération Barkhane pourraient s'inviter dans la campagne présidentielle française, ce rapport se veut une contribution à la redéfinition d'une politique africaine plus respectueuse des aspirations des jeunes populations, sans l'adhésion desquelles aucune reconquête n'est aujourd'hui envisageable.

INTRODUCTION

Le désamour est profond, structurel. Il marque une fin de cycle et, *in fine*, une perte d'influence vertigineuse. La France est de moins en moins désirée dans une Afrique dont les nouvelles générations rêvent à la fois d'intégration régionale, d'ouverture au monde, de relations plus égalitaires et partenariales avec l'ancienne puissance coloniale. En outre, pour toute une série de raisons, la France ne fait plus rêver : l'imaginaire des jeunes générations ne s'exerce plus au profit de l'Hexagone ; les modèles anglo-saxons semblent désormais plus puissants ; la francophonie réelle est en perte de vitesse, sur fond d'écroulement des systèmes éducatifs. Le lien humain qui a nourri des générations de francophiles se délite.

Soixante ans après les indépendances, la France est régulièrement pointée du doigt, bouc-émissaire facile de frustrations bien réelles face à des régimes politiques gérontocratiques et dictatoriaux, corrompus, et que les jeunes générations accusent Paris de soutenir. Ce ressentiment s'exprime de manière de plus en plus virulente. Son expression sur les réseaux sociaux lui offre un écho démultiplié. L'anathème y remplace l'argumentation dans un contexte, partout, de regain nationaliste. Au-delà du rôle fantasmé de la France, de l'instrumentalisation du phénomène par des puissances concurrentes et forcément intéressées, la France n'est pas exempte de reproches. Nous ne saurions nier que la déstabilisation actuelle du Sahel a été amplifiée par la guerre en Libye : ce conflit et la chute du colonel Kadhafi ont engendré un développement sans précédent de trafics d'êtres humains, d'armes et d'une économie souterraine. Il a également nourri la perception d'une hégémonie de l'Occident et en particulier de la France. Nos dirigeants peinent à trouver la parade face à ce sentiment tenace d'une Nation perçue comme hostile, soucieuse de préserver des intérêts militaires et commerciaux, au détriment du développement et du bien-être des populations africaines.

Cette perception, par maints égards injuste, se nourrit aussi d'erreurs, de maladresses, de contradictions apparentes, d'un décalage entre un attachement proclamé à des valeurs universelles et une application à géométrie variable dès lors qu'il est question de l'Afrique : pourquoi s'insurger contre un coup d'État au Mali, soutenir cette même démarche au Tchad, sembler l'accueillir avec sympathie en Guinée, et regarder passer le train au Burkina Faso ? Pourquoi contester une violation constitutionnelle autorisant le sortant à s'octroyer un troisième mandat en Guinée et s'en accommoder en Côte d'Ivoire ? Ces questions sont légitimes. L'absence de ligne directrice claire fondée sur des principes intangibles donne évidemment prise à la critique...

Cette perception est encore accentuée par un sentiment mitigé en termes de résultats sur le terrain militaire. L'opération Barkhane n'a pas réussi à débarrasser le Mali d'un fléau terroriste qui gangrène toute la sous-région et tend à progresser. Cet échec relatif conjugué au débat sur le départ des militaires français, nourrit tous les fantasmes sur les intentions réelles de Paris. Et pour les drogués de la désinformation 2.0, qu'importe la réalité des faits : en 2013, l'intervention française a sauvé Bamako de l'entrée des colonnes djihadistes ; depuis, 53 soldats français ont perdu la vie sur le sol malien, une centaine d'autres ont été blessés. La France n'est pas présente pour piller un pays, mais pour défendre des intérêts convergents à deux continents, l'Afrique et l'Europe, en évitant la formation d'un califat au Sahel.

En dépit de la réalité et des intentions, force est de constater qu'au bout de huit années de présence, l'armée française, accueillie en 2013 à bras ouverts, est désormais ressentie comme une force d'occupation. La récente prise de sanctions de la CEDEAO¹ et de l'UEMOA² à l'encontre du Mali est dénoncée comme une manœuvre orchestrée par l'Élysée, avec le soutien de présidents africains affublés du sobriquet de « vassaux ». Assez souvent, après un coup d'état, les juntes militaires (en

¹ Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest.

² Union Économique et Monétaire Ouest Africaine.

Afrique et ailleurs) sont tentées de profiter du pouvoir et de ses prébendes. La situation au Mali depuis le dernier coup d'état et le non-respect du calendrier prévu pour de nouvelles élections expliquent les sanctions qui ont été prises. Celles-ci permettent à la junte d'attiser les sentiments nationalistes des populations.

Dans ce contexte, la dernière décennie a vu une accélération du désamour, malgré des tentatives innovantes, souvent jugées maladroites. Emmanuel Macron a ainsi tenté d'utiliser des codes nouveaux, sans obtenir l'apaisement escompté. Parmi ses initiatives, la mise en place d'un Conseil présidentiel pour l'Afrique, l'instauration d'un lien direct avec les sociétés civiles, des gestes symboliques de restitution de patrimoine, une diversification de la relation au-delà du traditionnel pré carré, par exemple vers le Rwanda, une amorce de réforme du Franc CFA, une implication plus nette de l'Union européenne, notamment au Mali. Mais dans le même temps, il est apparu peu réceptif aux codes traditionnels africains, notamment le respect dû aux Anciens, donnant prise à la critique « d'arrogance française ». Il n'a pas compris ou voulu comprendre que la solution ne saurait consister en un simple changement de narratif. Une série de faits concrets a par ailleurs nourri le « sentiment anti-français » : le soutien à des processus électoraux tronqués, le refus de visa accordé à des artistes, le ton pris par le débat politique sur l'immigration, particulièrement suivi de l'autre côté de la Méditerranée...

La France n'a pas donné ces dernières années une image très sympathique. A l'heure où elle va choisir son nouveau Président, l'Afrique n'est présente dans le débat politique que de manière indirecte, à travers la seule thématique de l'immigration. Sauf à se résoudre à voir le drapeau français brûlé, comme en novembre 2020 à Bonoua (Côte d'Ivoire) et de grandes enseignes françaises incendiées à la faveur de manifestations d'opposants comme l'année dernière à Dakar, il apparaît urgent de prendre la mesure du mal, d'identifier des remèdes qui ne sauraient relever du seul marketing. A trop vouloir ignorer ou minimiser les faits, à se tromper de diagnostic, à s'exonérer de sa propre part de responsabilité, la France risque de tout perdre dans les années à venir.

Il appartiendra en conséquence au prochain Président de la République de trouver les mots, le ton, la méthode pour dénoncer avec fermeté ce qui relève de la manipulation et de la désinformation tout en renouant le lien, sur une base plus égalitaire. C'est encore possible. Les atouts sont multiples : une histoire et une langue communes, une diaspora, pont naturel entre les deux rives, un nombre important de binationaux et un indéniable affect. Reste à construire une relation nouvelle, dans laquelle chacun trouvera son intérêt. Pour cela, il importe, comme l'exprimait joliment l'un des interlocuteurs de Synopia, de « ne plus chercher à impressionner l'Afrique, mais d'être impressionné par elle ». Reste donc à changer de paradigme !

Les nouveaux acteurs de l'influence

Le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, présentait en décembre dernier la feuille de route de l'Influence Française pour les années à venir. Il signifiait en particulier « qu'il y avait urgence à repenser le sens, les finalités et les outils de notre diplomatie culturelle et d'influence ». En effet, face à de nouveaux acteurs et de nouveaux outils, force est de constater que la France est à la peine, comme l'ont rappelé la majorité des personnalités rencontrées dans le cadre de cette étude.

Depuis la mise en évidence de la diplomatie d'influence des puissances au travers du « soft power », si bien décrit par Joseph Nye dans les années 1990³, les outils à disposition des États ont subi quelques entraves, pouvant découler à la fois de l'humain et de la technologie.

³ « Bound to Lead : The changing nature of American Power », Joseph Nye.

Contraire, inciter ou séduire, furent les grands axes de la diplomatie et des relations internationales pendant de nombreux siècles. Ce triptyque a fonctionné de manière assez remarquable entre la France et ses anciennes colonies africaines jusque dans les années 2000.

La Françafrique mise en lumière en 1988 par le brulot éponyme⁴, décriée par de nombreux politiques de cette période, souvent très jeunes lors des indépendances, voyait son socle fragilisé par la tendance générale à une repentance quasi systématique. Cette période voyait le début d'un cycle qui se prolonge encore de nos jours, rejetant avec force « l'Afrique de papa » basée sur la personnalisation des rapports entre les dirigeants africains et français, ainsi qu'un « accaparement immoral » des matières premières et l'incitation au soutien de la France dans les enceintes internationales. S'ajoutent à ces principes quelques scandales de corruption, de prise d'intérêts d'intermédiaires, et de corporatisme au sein de certains réseaux.

Pour autant, en dépit de ces coups de béliers dans la forteresse, la France est restée une puissance influente, en Afrique francophone notamment. En effet, notre Nation a conservé un pouvoir d'attraction très particulier, et par certains aspects inégalés, reposant sur des notions de valeurs, de culture et de démocratie institutionnelle. Cette attractivité voit son effet diminuer avec quelques marqueurs, dont le discours de Dakar en 2007. De nombreux leaders africains ont ressenti ce discours aux sonorités hégéliennes comme un véritable affront, rompant avec une dynamique sociétale plus égalitaire. Depuis cette période, face à une présence européenne plus importante, face à l'offensive culturelle anglo-saxonne, et aussi face au tsunami de la diplomatie religieuse venue du Golfe, la France a du mal à assumer une visibilité positive. Par ailleurs, l'influence russe diminue de façon proportionnelle depuis l'effondrement de l'empire soviétique et de sa politique de soutien des régimes à connotation marxiste.

L'espace public devient alors une arène de l'influence dans laquelle la Chine accélère son jeu dès les années 2000 avec la création de « rencontres culturelles », véritable cheval de Troie des reconfigurations économiques, industrielles et commerciales qui ont mené à l'époque actuelle⁵. C'est bien l'internationalisation des entreprises chinoises qui a constitué le support majeur de ce gain d'influence. Ce schéma entrepreneurial s'est accompagné d'une manne financière « sans conditions », rompant ainsi avec la complexité des processus de l'aide occidentale⁶.

Toutefois, l'influence chinoise dans le domaine de la culture et de l'éducation est encore largement perfectible en comparaison avec le modèle anglo-saxon ou avec celui des anciennes puissances colonisatrices européennes. La rue et l'espace public demeurent encore sous une influence plutôt occidentale contrebalancée, et ce de manière croissante, par la culture et le mode de vie d'un Islam dirigiste, plus rigoureux et plus sobre que celui des confréries soufies, berceau de la grandeur et de la beauté culturelle de l'Afrique sub-saharienne.

Ce croisement d'influences variées n'a pu se réaliser sans un mode de transmission désormais incontournable : internet et les réseaux sociaux. Apportée en grande majorité par la Chine, la révolution numérique a eu un impact considérable sur la vie quotidienne en Afrique. Du transfert de devises, au lien familial, en passant par l'information de masse, le numérique a bousculé le monde de la politique d'influence.

D'autre part, la politique intérieure de la quasi-totalité des pays africains repose sur Internet comme média principal, en raison à la fois de sa facilité d'utilisation, et de son accessibilité par le plus grand

⁴ *La Françafrique, le plus long scandale de la République*, François-Xavier Verschave.

⁵ À noter que les premiers pas de l'influence chinoise en Afrique remontent à l'ère Mao.

⁶ L'aide Chinoise (prêts et investissements directs) est estimée par le MINEFI français à environ 140 milliards de dollars, soit approximativement le montant de la totalité des aides occidentales (Étude du Trésor n° 292 de novembre 2021).

nombre. Les réseaux sociaux qui accompagnent la révolution numérique se sont substitués en grande partie aux traditionnels médias et outils culturels.

Selon Medianet⁷, en 2018, plus de 37 % des Africains, représentant 11 % des utilisateurs mondiaux, sont connectés aux trois médias sociaux majeurs. Il est cependant admis que les pays les moins connectés au monde sont aussi africains, selon le rapport Hotsuite/WAS⁸ de mars 2021. Si cet outil représente un véhicule d'influence pour les pouvoirs, il constitue aussi un moyen majeur d'affirmation et de revendications sociales et politiques d'une jeunesse toujours plus connectée et de plus en plus mobilisée et militante.

À la différence des démocraties occidentales qui considèrent cet univers comme relevant dans sa grande majorité de la sphère privée, certains acteurs étatiques, comme des groupes de pression ou encore des organisations criminelles et terroristes, profitent du numérique en tant que véhicule de leurs stratégies, et savent bien utiliser le caractère fédérateur des réseaux sociaux. Par ailleurs, l'effet de séduction de certains régimes, appelés des « démocraties », a instillé un climat de rupture avec le parlementarisme dans certains pays. L'admiration pour les régimes chinois, turc ou russe et parés d'atours néo-nationalistes, n'est pas feinte dans certains cénacles africains.

Autrefois, la diplomatie d'influence se mesurait à l'aune des rapports entre dirigeants et des échanges économiques, culturels et sociaux se voulant ciblés. Elle embrasse de nos jours de nouveaux acteurs étatiques en rupture avec les influences séculaires, une jeunesse au militantisme croissant, des courants religieux qui se veulent de véritables réformateurs sociétaux, et des industriels dans tous les domaines d'activité.

L'avènement du numérique au niveau mondial et son accès rendu possible à l'immense majorité constitue un nouvel outil d'influence dont certains se sont emparés sans vergogne, ni éthique, ni règles. Cette dynamique ne devrait pas faiblir en dépit des inégalités en matière de déploiement et d'utilisation⁹.

Ces nouveaux acteurs, parfois véritables adversaires ou ennemis, maîtrisent la propagande et la manipulation des esprits. Les nouvelles technologies de l'information, dont les démocraties occidentales ont parfois mal apprécié le pouvoir fédérateur et mobilisateur, se répandent avec célérité et réussissent à s'adapter aux limitations locales (faiblesse des réseaux électriques, infrastructures téléphoniques artisanales, manque de matériel informatique, etc.). En vue d'accompagner ces tendances de fond, **la France devrait prendre toute sa place dans les univers virtuels, et adopter une démarche plus pragmatique, en phase avec les rapports de force contemporains.**

⁷ <https://www.medianet.tn/fr/actualites/detail/etude-sur-les-reseaux-sociaux-en-afrique-chiffres-cles-sur-les-connectes-facebook-instagram-et-linkedin/all/3>

⁸ <https://teknologija-news.com/2021/03/17/reseaux-sociaux-en-afrique-5-enseignements-du-rapport-hotsuite-was-2021/>

⁹ Les 3 derniers pays sur l'échelle des technologies de l'information dans le monde sont africains et 37 % des africains sont « numérisés ».

I. UN PÉRIMÈTRE RÉGALIEN À REDÉFINIR – DIPLOMATIE, DÉFENSE, COOPÉRATION

L'évolution récente de l'opération Barkhane et la dégradation de la relation franco-malienne ont mis en lumière la réalité d'un sentiment anti-français dans la région sahélienne. Les causes sont multiples et ne dépendent pas toutes, loin de là, de l'action et des décisions prises par les responsables de notre pays. Pour autant, il semble nécessaire de chercher des voies potentielles d'amélioration dans la conduite de notre politique africaine dans les domaines régaliens.

Notre diplomatie, longtemps agissante dans le cadre de ce que beaucoup d'Africains caractérisent comme du néocolonialisme, s'appuyant sur les réseaux de la « Françafrique », a cherché à rompre ouvertement avec le passé dans la période récente. En s'interdisant de conserver des relations étroites avec certains responsables, la France s'est souvent effacée devant le niveau multinational, qu'il s'agisse de l'Union européenne, des Nations Unies ou d'organisations régionales comme la CEDEAO, par exemple. Cette politique présente l'avantage de permettre, lorsque cela fonctionne, d'accroître l'efficacité et d'obtenir des moyens supplémentaires au profit des États africains ou du règlement de crises locales. Elle comporte, en revanche, l'inconvénient d'estomper l'image de notre pays, de réduire sa liberté d'action, et d'influer, le cas échéant, sur les choix possibles.

Or, la complexité des questions africaines, couplée à l'instabilité qui caractérise la plupart des pays concernés, nécessite que la voix de la France soit claire, constante et audible. Sa politique doit être adaptée à la réalité de chacun des pays africains et éviter toute généralisation reposant sur une logique et des principes qui, pour nous être chers, n'en sont pas moins éloignés de la façon de penser de nos partenaires africains. En effet, le même discours qui sera compris et apprécié dans un pays pourra, dans un autre, contribuer à enflammer les populations contre la France. De façon générale, notre politique africaine doit se garder d'être globale et de se montrer essentiellement réactive. Elle doit s'appuyer sur un projet à long terme, clair et partagé, qui pourra être décliné dans le respect des particularités des différents pays.

Notre première recommandation est ainsi de privilégier le niveau bilatéral avec une relative discrétion et efficacité.

Sur le plan militaire, il est paradoxal que ce soit une opération lancée dans l'unique but de sauver un pays du Sahel d'un péril imminent, qui ait cristallisé l'hostilité des opinions de la région. Ce sentiment anti-français n'est pas apparu de manière spontanée, il a été exploité et alimenté par l'action combinée de nos adversaires djihadistes, de certains responsables politiques locaux, avec le complément d'actions d'influence étrangères, notamment russes. A l'évidence, la gestion des relations de la France avec les militaires aujourd'hui au pouvoir au Mali a contribué à la dégradation de la situation.

Nous ne pouvons concevoir le maintien en l'état d'une opération indispensable à l'arrêt de l'expansion du djihadisme islamique, sans rétablir des relations de confiance avec les autorités maliennes. Nous renouvelons ici notre recommandation de discrétion : une action bilatérale menée avec pragmatisme et dans la plus grande discrétion présenterait sans doute davantage de chances de réussir qu'un affrontement formel mené à la face du monde.

Nous recommandons de bâtir notre réflexion et notre stratégie en prenant en considération les dirigeants en place, mais également l'opinion publique du pays concerné, en utilisant tous les relais et réseaux disponibles, afin de lutter contre une désinformation galopante.

Une attention particulière doit enfin être portée au partage du renseignement avec nos partenaires africains, lesquels mettent souvent en avant une insuffisance en la matière pour expliquer leurs éventuels revers militaires.

Dans le cadre de la coopération, il convient de poursuivre les efforts d'aide à la montée en puissance des armées nationales des pays concernés. Cette coopération a souffert depuis des années des réductions successives des budgets et des équipements disponibles en raison de la situation économique de notre pays. Cela tranche bien sûr avec l'action de pays plus riches, tels que les États-Unis ou la Chine, qui disposent d'une capacité d'action beaucoup plus large.

Afin de compléter l'action de l'État, limitée par les contraintes budgétaires, il semble intéressant de développer davantage la « coopération décentralisée », associant une collectivité territoriale française, et son homologue africaine, avec le soutien du ministère concerné.

L'exemple d'Orléans, engagée au Bénin avec l'agglomération de Parakou pour des programmes de développement et de protection de l'environnement, est des plus caractéristiques. Enfin, un aspect majeur de cette coopération réside dans la formation des cadres africains, militaires, comme civils.

Nous recommandons de redynamiser cette action de long terme, afin de reconstituer de véritables partenariats avec nos homologues africains dans les différents domaines régaliens.

Dans ce contexte, l'activité de l'Agence française de développement (AFD) est remise en cause par les acteurs africains comme nationaux.

Nous conseillons de revoir en profondeur les missions de cette agence, notamment en privilégiant les partenariats publics/privés, et en s'appuyant sur des structures comme Business France qui apportent des réponses pertinentes et très ciblées, et de donner la préférence aux projets pilotés par les entreprises.

L'absence de lien direct entre l'AFD et les grandes entreprises françaises est une faiblesse dans son fonctionnement. Le choix des pays bénéficiaires des programmes de l'AFD doit également être remis à plat en liaison avec les ministères concernés. Dès lors, la place de la coopération dans le dispositif gouvernemental se pose.

II. LE RÔLE DE L'ENTREPRISE DANS L'IMAGE ET L'INFLUENCE DE LA FRANCE

On estime à 700 le nombre d'entreprises françaises présentes en Afrique, dont 160 font partie du CIAN (Conseil Français des Investisseurs en Afrique), représentant 60 milliards d'euros de chiffre d'affaires. Ces entreprises de toute taille, qui constituent un tissu économique au maillage fin, peuvent contribuer par leur action et leur exemplarité à restaurer une image dégradée de l'influence française en Afrique. À noter cependant que la part française à l'export est passée de 12 % à 7 % en quelques années.

Cette dégradation tient à de multiples facteurs, et notamment l'entrée en jeu de nouveaux acteurs comme la Chine, la Turquie et la Russie, qui ont largement contribué à diffuser une image négative de la présence française et de ses actions entrepreneuriales.

Une première recommandation concernant l'entreprise consiste à s'appuyer sur la ZLECA – la Zone de libre-échange continental africain – pour « dérisquer » l'Afrique et rationaliser la perception des risques et de la menace au profit d'une politique d'investissement plus dynamique.

Les entreprises françaises doivent saisir toutes les opportunités possibles. En République Démocratique du Congo, ex-colonie belge, les autorités s'étonnent ainsi de l'apparent désintérêt de nos acteurs économiques envers leur pays. Celui-ci s'explique très largement par cette perception des risques qu'il importe de savoir dépasser.

Par ailleurs, l'avis des entreprises est rarement demandé et encore moins pris en compte, alors même que leur présence historique et durable dans ces pays en fait une source d'informations et un relais d'opinion indispensables. Il faut s'appuyer davantage sur les entreprises intégrées localement pour lutter contre la désinformation qui enferme l'image de la France dans une perception négative, au même titre que ses entreprises qui sont perçues comme des « profiteuses ».

Nous recommandons que l'AFD s'appuie davantage sur des entreprises françaises ou binationales, ce qui pourrait alléger son budget et permettrait d'accroître son rayonnement au service de sa mission d'aide au développement, en se concentrant sur les pays les plus en crise.

Les entreprises ont besoin des agences de l'Alliance française¹⁰ et réciproquement, en particulier dans les pays d'obédience anglo-saxonne. Ce sont des lieux d'enseignement et de culture, complémentaires aux moyens propres souvent réduits de ces pays, et qui peuvent facilement tomber sous la coupe des écoles coraniques. De façon générale, le développement de la langue française s'accompagne du développement de la culture française, et se conjugue souvent avec des effets bénéfiques sur l'économie en général, et parfois même sur la gouvernance.

Par-delà ces questions, il convient également d'agir sur les enjeux liés à la transition énergétique, numérique et industrielle.

Nous recommandons de faire porter nos efforts et ceux de l'Union européenne, vers les secteurs d'avenir comme les nouvelles énergies de transition (le Maroc et la Tunisie l'ont bien compris), la transition numérique (les pays africains sont soucieux de se développer dans ce secteur), et la transition industrielle avec le développement de nouvelles industries.

¹⁰ L'Alliance française est une organisation française dont l'objectif est de faire rayonner la langue française et la culture française à l'extérieur de la France.

Il faut savoir investir sur la capacité d'innovation des jeunes Africains comme le fait l'Institut Choiseul en France. La mise en valeur de ceux qui réussissent, notamment dans cette jeunesse africaine qui ne demande qu'à entreprendre, pourvu qu'on lui en donne les moyens, est un vecteur d'encouragement pour limiter l'émigration des forces vives de ces pays.

La création, à Dakar, d'un centre de formation au commerce international pour les petits et moyens entrepreneurs va dans ce sens, une initiative régionale qui pourrait être soutenue par les entreprises. Elles y trouveraient d'ailleurs un vivier pour leur politique de recrutement.

Enfin, le comportement exemplaire de nos entreprises en termes de gouvernance, à la fois dans le respect de l'éthique et dans l'application stricte des règles de concurrence, a du mal à être mis en valeur face aux *a priori* entretenus par des concurrents qui se transforment en adversaires. Certes, nos entreprises et leurs représentants doivent être exemplaires, mais il importe aussi de mieux valoriser les politiques d'africanisation et de RSE, telle que la création d'hôpitaux, d'écoles et de dispensaires en partie financés par nos entreprises. Ces actions, menées depuis plusieurs années, devraient aider à une perception positive du rôle de la France et de ses entreprises au service du développement économique de ces pays.

Il faut aider à la mise en valeur de ce que font bien nos entreprises. Souligner que leur présence joue un rôle économique essentiel en matière de développement constituera un excellent vecteur de revalorisation de l'influence française. Elles doivent prendre conscience qu'elles disposent d'atouts face à la concurrence, et qu'il est essentiel pour elles de savoir mieux faire connaître la réalité de leur rôle et de leur action.

Une meilleure communication de nos entreprises constitue ainsi une dernière recommandation forte pour ce qui les concerne.

III. MÉDIAS ET CULTURE : RENFORCER LE *SOFT POWER*

La culture, l'éducation, les médias, l'imaginaire ont longtemps constitué pour la France en Afrique des vecteurs d'influence efficaces aux côtés des instruments classiques de la puissance que sont la force militaire, économique ou politique. Dans ce domaine aussi, il n'existe plus de rente de situation. Avec le British Council, le Goethe Institut, les Centres Confucius ou Pouchkine, nos concurrents tentent d'occuper le terrain. Dans les pays francophones, la langue française est désormais concurrencée par l'apprentissage de l'anglais, considéré comme un outil indispensable et plus utile dans un monde globalisé. Face à la dégradation des systèmes éducatifs locaux, les élites africaines n'hésitent plus aujourd'hui à inscrire leurs enfants dans des écoles anglaises, au détriment des lycées français.

Ce choix répond à une logique d'investissement pour l'avenir, mais peut aussi s'inscrire dans une volonté de prise de distance, comme au Rwanda ou au Gabon qui devrait intégrer le Commonwealth en 2022. A l'inverse, il faut noter que les pays anglophones, lorsqu'ils sont insérés dans un environnement francophone, inscrivent la langue française dans leurs programmes scolaires de manière obligatoire, à l'exemple du Ghana.

Les outils existent : l'Agence pour l'Enseignement Français à l'Étranger (AEFE), le réseau de l'Alliance française, les Instituts français et les bourses de mobilité. De façon paradoxale, si la mobilité internationale étudiante a été impactée par la crise sanitaire en diminuant de 30 %, cette baisse n'a pas affecté les étudiants d'origine africaine. La politique de bourses devrait être plus visible, car la mobilité étudiante est devenue un instrument majeur de politique d'influence.

Les grands médias publics français vers l'international occupent une place toute particulière en Afrique : du fait de leur crédibilité éditoriale qui leur garantit une audience, ils constituent un puissant relais des valeurs de la France : démocratie, égalité entre les femmes et les hommes, laïcité. Paris partage ainsi sa vision du monde. L'audiovisuel extérieur adapte en permanence sa stratégie : offre éditoriale renouvelée pour conquérir de nouveaux publics, jeunes et femmes notamment ; investissement sur les usages du numérique ; lutte contre la désinformation et les *fake news* émanant des cyber activistes russes pour la plupart ; outils d'apprentissage de la langue française mis en ligne à partir de langues étrangères et africaines ; interactivité avec ses publics pour répondre aux attentes d'une relation moins verticale ; développement de langues africaines afin de conquérir de nouvelles audiences ; rédactions décentralisées ; correspondants dans chaque pays d'Afrique ; outils d'apprentissage de la langue française, notamment à partir des langues africaines.

L'audiovisuel extérieur de la France se heurte néanmoins à toute une série d'écueils : l'ambivalence d'une relation attraction-répulsion ; la méconnaissance ponctuelle en Afrique des règles d'indépendance des journalistes français ; la difficulté des dirigeants africains à admettre une certaine forme de critique, à ne pas voir dans le traitement éditorial la caisse de résonance du quai d'Orsay. RFI et France24 ne sont ainsi crédibles que par leur indépendance, mais toujours suspects d'être partisans. Enfin, la question des moyens conduit, par exemple, France24 à devoir renoncer à sa présence sur la TNT publique dans certains pays d'Afrique, en raison des coûts.

Cette problématique des restrictions budgétaires constitue un enjeu majeur en termes d'influence. À titre d'exemple, la dotation France Médias Monde en 2021 s'élevait à 254,7 M€ (en baisse d'un demi-million euros par rapport à 2020 et d'un million par rapport à 2019). Cette politique s'inscrit à rebours de celle pratiquée par nos concurrents : DW¹¹ (350 M€ en 2019, 365,5 M€ en 2020, et 400 M€ à échéance 2022) ; BBC WS (346,3 M€ en 2019) ; US Agency For Global Media (692,4 M€).

La concurrence des grandes puissances en Afrique s'exerce beaucoup sur le terrain des médias : la Russie qui a lancé en 2017 RT France (ex Russia Today), chaîne très critique envers la politique française d'une manière générale, et particulièrement sa politique africaine, va concevoir une offre destinée à l'Afrique francophone. Les Chinois, via CGTN Africa, diffusent en anglais depuis Nairobi. Ce sont des médias de propagande de la part de régimes autoritaires. De ce point de vue, la force des médias français vers l'international résulte d'une crédibilité supérieure auprès des populations.

1. Les médias

Les médias français qui diffusent à l'international doivent continuer à tirer l'essentiel de leurs ressources de la Contribution à l'audiovisuel public, et ne pas être dépendant du budget du quai d'Orsay, comme cela est parfois envisagé.

La redevance constitue une double garantie : en termes d'indépendance et donc de crédibilité (la budgétisation risquerait d'introduire un lien direct entre le Gouvernement et l'attribution des crédits) ; et en termes financiers, pour éviter de devenir la variable d'ajustement du budget des affaires étrangères. Il est important de se donner des moyens à la hauteur de ses ambitions : le rattachement de CFI¹² à France Médias Monde a permis de nouveaux projets de développement de langues africaines. Cette politique devrait être encore accentuée car en réalité la francophonie vantée en Afrique est en régression.

¹¹ Deutsche Welle.

¹² Canal France International.

Il est essentiel de poursuivre et d'intensifier de manière plus volontariste la pénétration du marché africain dans les langues vernaculaires africaines.

Par ailleurs, la France doit cesser de faire des choix de réduction de coûts qui vont à rebours des décisions opérées par l'ensemble de ses concurrents. D'ailleurs, le Contrat d'Objectifs et de Moyens de France Médias Monde¹³ est amené à devoir cibler de nouvelles zones de diffusion. Dans ce sens, il importerait de faire preuve de plus d'agilité dans la définition des objectifs qui devraient pouvoir être réévalués en fonction des évolutions sur le terrain.

Il faut accroître de façon significative le budget de France Médias Monde. De même, il ne faut pas sacrifier la radio Monte Carlo Doualiya (la radio publique française de langue arabe émettant à l'international), mais trouver à l'inverse des modalités de diffusion dans un Maghreb extrêmement fermé (partenariats avec médias locaux très difficiles, politique de présence sur le web à intensifier).

2. L'éducation et la culture

Le doublement du nombre d'élèves dans les écoles françaises et lycées français permettrait de restaurer une intimité dans le lien culturel dès l'enfance. L'AFD pourrait ainsi utilement investir dans l'éducation en soutenant mieux les alliances françaises pour la langue et les lycées français.

Il importe d'avoir une politique de bourses plus visible, plus volontariste, de travailler sur les parcours communs via Campus France, afin que les étudiants africains n'aient pas la tentation de privilégier les établissements nord-américains.

Les artistes doivent se sentir désirés en France, et nos frontières doivent leur être plus facilement ouvertes. Cela pourrait prendre la forme d'une invitation d'un nombre à définir d'artistes africains chaque année, pour bénéficier d'une visibilité à l'internationale, rencontrer d'autres artistes, etc.

Par ailleurs, la diaspora doit sentir qu'elle fait l'objet de considération. Elle doit avoir la capacité de retourner dans son pays d'origine sans perdre en termes d'exercice ou d'équivalence de sa profession ; en tout état de cause, il est important que le lien affectif avec le pays d'origine ne soit pas distendu, et de mieux savoir l'utiliser comme passerelle entre les deux continents.

Il faut rebâtir une relation plus affective en s'appuyant sur les diasporas et les liens intrafamiliaux.

Il importe enfin que la France défende mieux sa langue, en refusant l'usage massif de la langue anglaise qui s'apparente à une forme de démission. La France doit refaire de sa langue un instrument majeur de son rayonnement.

¹³ France Médias Monde réunit France 24, la chaîne d'information continue (en français, en anglais, en arabe et en espagnol) ; RFI, la radio mondiale (en français et en treize autres langues) et Monte Carlo Doualiya, la radio universaliste en langue arabe ; et détient une participation dans TV5 Monde.

CONCLUSION

QUELS AXES D'AMÉLIORATION ?

La visibilité de la France est souvent circonscrite à sa diplomatie, à ses engagements opérationnels ou à ses coopérations militaires, ainsi qu'à la présence de ses grandes sociétés du CAC 40. Pourtant, l'engagement de notre pays est largement plus étendu et mériterait d'être mieux mis en valeur. Dans la sphère régaliennne, certaines adaptations pourraient constituer des évolutions significatives, voire des ruptures dans le champ des perceptions.

Il conviendrait de revenir à une relation entre États plus classique en matière de diplomatie, tant ouverte que plus discrète, et favoriser le niveau bilatéral davantage que le multilatéral. Une forme de « diplomatie du numérique » plus active pourrait également constituer un outil original. Par ailleurs, les initiatives de coopération décentralisées devraient être amplifiées.

La coopération militaire pourrait être améliorée dans certains domaines, dont la formation des corps intermédiaires et celui du renseignement. L'appel plus soutenu à la sphère privée, notamment pour des raisons financières, mériterait d'être étudié.

L'action de l'AFD en Afrique, bras armé d'une triple tutelle étatique complexe, représente 58 % des 1 650 projets de cette agence.

Cette action pourrait être largement plus médiatisée et orientée différemment selon une liste de priorités sectorielles et géographiques renouvelées. Le principe global pourrait en être un soutien plus pragmatique de la politique étrangère nationale, collant davantage aux besoins du terrain. La question de la coopération bilatérale dans son ensemble, comme celle d'une participation approfondie de structures en soutien de nos entreprises, se posent.

L'investissement de la France dans le domaine de l'éducation est manifeste et progresse au vu des données du réseau des Alliances françaises, mais ne semble manifestement pas être à la hauteur des besoins et des souhaits des nations africaines francophones. De nombreux domaines d'intérêt, tels que l'accueil d'étudiants en France ou l'apprentissage sur place, semblent prometteurs.

Dans ce domaine crucial pour l'avenir de l'influence de la France, il conviendrait de réfléchir au recours de la sphère privée autant qu'étatique.

Sur le plan industriel et de la sphère privée : la prédominance de grands groupes est manifeste, mais une forme de désintérêt semble s'amorcer. Alors que la Banque africaine de développement focalise ses priorités sur l'industrialisation de l'Afrique et que des partenariats ambitieux se mettent en place, notamment avec l'AFD¹⁴, les échanges industriels avec la France ont quasiment diminué de 50 % en quelques années.

¹⁴ La Banque africaine de développement et l'Agence française de développement ont signé en novembre 2021 un accord de partenariat de cofinancement de 2 milliards d'euros pour l'Afrique.

La concurrence internationale est naturellement en cause. Toutefois, selon nos investigations, la part du soutien de l'État aux entreprises françaises demeure perfectible.

Si investir en Afrique semble être théoriquement prometteur au vu des potentialités des marchés comme de la démographie, le premier besoin des entreprises demeure de « dérisquer » leurs investissements. Les structures existantes pourraient voir leurs capacités étendues.

L'exemple de BPI France et de son accélérateur regroupant 25 PME et 4 bureaux en Afrique devrait être multiplié, et le croisement des secteurs publics et privés piloté avec plus de dynamisme et de synergie. L'appui sur des structures comme la ZLECA, la zone de libre échange continentale africaine, devrait également pouvoir être privilégié.

Enfin, l'aide des secteurs publics et privés devrait se focaliser sur les besoins locaux qui offrent le plus de débouchés et sont créateurs de richesses, tels les domaines de l'énergie, le numérique et l'industrialisation de produits manufacturés.

Au sein de la sphère culturelle qui réunit bon nombre de processus concourant à une meilleure image de la France et donc de son rayonnement, le champ des possibles est considérable.

Deux processus semblent complémentaires, un pilotage depuis Paris et une action décentralisée via des vecteurs d'influence locaux.

Cet immense capital immatériel qu'est la langue française est constamment sous la pression de cultures endogènes mais aussi exogènes, véhiculées par les médias comme le numérique.

Les écueils auxquels se heurtent les médias français devraient faire l'objet d'une étude approfondie des organismes compétents à l'aune d'une comparaison avec les médias étrangers concurrents et présents en Afrique. Par ailleurs, ils devraient absolument conserver leur indépendance bien qu'aujourd'hui, en l'état, les moyens de leurs ambitions en termes de financement ne dépendent que du niveau régalién.

La lutte dans les champs immatériels contre des influences étrangères, politiques, religieuses et économiques, devrait s'intensifier et non plus demeurer du ressort des seuls services spécialisés, mais faire l'objet d'une gouvernance interministérielle sous l'égide des services du Premier ministre par exemple.

Dans le domaine de l'échange culturel et sociétal, il serait souhaitable de s'adosser davantage sur la diaspora africaine de notre pays qui représente près de 50 % de la population d'origine étrangère.

Enfin, il serait réducteur de limiter la réflexion à la seule Afrique francophone, mais de l'étendre à des secteurs géographiques non francophones dans lesquels le rayonnement de la France est attendu.

La conclusion de cette étude pourrait se résumer en deux proverbes évoquant la rapidité de l'évolution considérable des sociétés africaines et le besoin de refondation des relations avec la France : « On est plus le fils d'une époque que celui de son père » et « l'arbre s'est plaint de douleur à la hache, laquelle lui répond que le manche vient de lui ».

LISTE DES MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL SYNOPIA

Jérôme FERRIER

Geneviève GOËTZINGER

Bertrand RACT MADOUX

Patrick ZIMMERMANN

NOTRE RAISON D'ÊTRE

LA TRANSFORMATION DES GOUVERNANCES



PUBLIQUES



PRIVÉES

INFLUENCER PAR LES IDÉES

&

TRANSFORMER PAR LES PROJETS ET LES ACTIONS



Retrouver Synopia sur sa chaîne YouTube

Directeur de la publication : **Alexandre Malafaye**
Comité éditorial : **Jean-Claude Mailly, Jean-Marc Schaub, Joséphine Staron**